

fait nouveau qui aurait étonné les contemporains. Le vieux clergé orangiste représenté par des hommes comme Maeyss, Manternach, le directeur de l'Athénée Muller et le curé Scheid se servait de la langue allemande et appréciait la science et l'humanisme allemands par horreur du « néocatholicisme » belge et français. Laurent, face à une administration de formation française et à une législation d'inspiration gallicane, aimait à se tourner vers sa Rhénanie natale où depuis l'avènement de Frédéric-Guillaume IV le mouvement ultramontain fit de rapides progrès. C'est aux intérêts supérieurs de l'Eglise qu'il pense en cherchant les moyens de sauver une feuille catholique et allemande. Une lettre envoyée à l'évêque de Trèves en fait foi. En mai 1845 il expose à l'évêque Arnoldi les difficultés que rencontre le journal et le prie de tenter un dernier moyen d'en assurer la survie sur le sol trévirois.¹⁾ Il était trop tard. La preuve était faite, s'il en était besoin, que sous le régime de la censure une presse dévouée aux nouvelles tendances catholiques romaines ne pouvait se développer. Voilà pourquoi de toutes parts les « ultramontains » en réclament la suppression. Les députés catholiques rhénans à la diète provinciale en font un point de leur programme politique.²⁾ Quand Laurent se déclare partisan de cette liberté dans sa lettre du 26 octobre 1843 il n'est pas loin de ce que *l'Avenir* a écrit en 1829 : « On peut en abuser sans doute, qui ne le sait ? Mais... ayons foi dans la vérité, dans sa force éternelle, et nous réduirons de beaucoup et ces précautions soupçonneuses et ces vengeances contre la pensée qui n'ont jamais étouffé une erreur et qui souvent ont perdu le pouvoir en l'endormant dans une niaise confiance et dans une fausse sécurité. » Trop pessimiste pour épouser la foi enthousiaste de *l'Avenir* dans la force de la vérité, trop catholique pour voir dans la liberté un bien absolu, Laurent a pris conscience de la nécessité de dégager la presse des entraves du pouvoir si elle veut défendre les intérêts que lui, le chef du culte, prend à cœur.

* * *

¹⁾ « ... Das Eingehen des Blattes wäre aber eine wahre Niederlage für die katholische Sache im Rheinland und insbesondere ein empfindlicher Verlust für die Trierer Diöcese. Nur die Verpflanzung nach Trier könnte es retten. Da nun das Gesuch der Trierschen Bürger in diesem Sinn vom Ministerium abgewiesen worden, so bleibt keine Hoffnung mehr die Zeitung zu halten wenn nicht E. B. Gn. in einem Immediatgesuch an den König oder in einer persönlichen Unterredung die Concession derselben für Trier begehren wollen. Das Bedürfnis eines solchen Organs ist handgreiflich, und wenn das gegenwärtige demselben vielleicht zuweilen mit etwas mehr Milde und Mässigung hätte entsprechen können, so läge dafür eine Bürgschaft eben in der Versetzung desselben auf preussischen Boden. Wenn dem nicht mir unbekannt wichtige Gründe entgegen stehen, so will ich Sie, H.H., dringend verbeten haben, der Sache der Kirche auch noch diesen Dienst zu leisten. » Lettre à l'évêque Arnoldi, 2 mai 1845. Arch. de l'Évêché de Trèves.

²⁾ Hist. pol. Blätter, N° 17.